Malika ZEGHAL, *Gardiens de l'Islam* (*Les Oulémas d'al-Azhar dans l'Égypte contemporaine*). Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1996. 13 × 21 cm, 381 p.

Ancienne élève des Écoles normales supérieures, docteur en sciences politiques et chercheur au CNRS, M. Zeghal propose en cette étude particulièrement documentée (textes et interviews) une « approche compréhensive » de l'Islam officiel de l'université d'al-Azhar, cette institution religieuse vieille de plus de mille ans, qui ne cesse d'être un point de référence pour le sunnisme majoritaire et se révèle être aujourd'hui un recours ou un appui pour la contestation fondamentaliste des islamistes. Comment expliquer sa « présence critique », en Égypte et en bien d'autres pays, dans les champs de la prédication, de la censure, de l'éducation et du droit, en vue d'y réislamiser la société? C'est pour répondre à cette question d'actualité que l'A. refait ici l'histoire d'al-Azhar, de ses professeurs et de ses étudiants, et en analyse les relations de collaboration ou de contestation avec les pouvoirs établis, en Égypte et ailleurs.

Le chap. I, intitulé *Les Oulémas entre quiétisme et contestation* (59-90), évoque rapidement la tradition d'alliance à l'État et la pratique azharie de la contestation au temps des khédives et des rois (1805-1952) : une certaine aristocratie azharie avait toujours su y sauvegarder son prestiges ès sciences religieuses, ses intérêts économiques et ses liens avec le pouvoir, sachant en épouser ou le nationalisme ou le panislamisme, bien que les étudiants d'al-Azhar (les *muǧāwir*-s) y manifestent souvent leur mécontentement. Certains cheikhs d'al-Azhar avaient même su nouer d'étroites relations avec l'association naissante des Frères musulmans. Le chap. II a pour titre *Al-Azhar et le régime de la Thawra* (91-126) et s'interroge sur les rapports contradictoires entre les cheikhs d'al-Azhar et le pouvoir nassérien révolutionnaire, dont le socialisme et le panarabisme avaient besoin d'un « label » islamique. Après bien des réticences, le ralliement d'al-Azhar (avec les cheikhs al-Bāqūrī et Maḥmūd Šaltūt) déboucha sur la réforme qui lui fut imposée en 1961. Celle-ci entendait intégrer al-Azhar dans l'enseignement moderne en lui adjoignant des facultés d'administration, de commerce, d'ingénierie, de médecine, de pharmacie, etc., en l'alignant sur les universités d'État. Toutes choses qui engendrèrent la désacralisation de l'apprentissage religieux, l'émergence d'une nouvelle élite d'origine rurale (mais bureaucratisée) et l'apparition d'un « lettré religieux moderne » qui était obligé d'harmoniser *dīn* et *dunyā*, d'où une sujétion d'al-Azhar aux directives de l'État laïque et socialiste.

Le chap. III, qui a pour thème *Retour à la foi et construction d'un droit islamique* (127-164), analyse le « retour du religieux » après 1967 et surtout avec Sadate. Le parcours du cheikh ʿAbd al-Ḥalīm Maḥmūd s'avère alors exemplaire. Cheikh d'al-Azhar de 1973 à 1979, il en multiplie les extensions scolaires et les revendications religieuses. Le réseau des écoles primaires et secondaires qui préparent aux facultés d'al-Azhar finit par couvrir tout le pays et y assure un enseignement réservé aux musulmans, qui se veut plus ou moins autonome par rapport à l'enseignement d'État. L'Académie de recherches islamiques d'al-Azhar insiste en même temps sur la nécessité d'appliquer la *šarīʿa*, d'où ses projets d'un code pénal islamique

BCAI 14 (1998) M. Zeghal: Gardiens de l'Islam. Les Oulémas d'al-Azhar dans l'Égypte contemporaine, recensé par M. Borrmans
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

(1976) et d'une Constitution islamique standard (1977-1979) en vue d'assurer à la société sa « personnalité musulmane ». Opposition au pouvoir politique, soufisme et salafisme, soutien financier de l'Arabie Séoudite, radicalisme religieux : tout cela redonne alors à al-Azhar son prestige et son influence, d'autant plus qu'y est créée une faculté de la prédication islamique (*daʿwa*) en 1978. Le chap. IV s'attache à en préciser le but sous le titre *Prêcher et oublier l'État : l'exercice de la Daʿwa* (165-228). Obligée d'être au service de la modernité et de l'arabisme au temps de Nasser, la *daʿwa* se voit alors promue à une nouvelle fonction « sans rapport avec l'administration », grâce à la multiplication des mosquées d'initiative privée et aux « missions » des cheikhs à l'extérieur, ce qui lui assure une intégration à l'Islam mondial au service de la *umma* (autre « voie de contournement du contrôle de l'État »). Les cheikhs ont fait place aux « prêcheurs » (*dāʿiya*-s), grands et petits, lesquels développent une stratégie d'islamisation hors de la sphère politique, à la suite des cheikhs Šaʿrāwī, Ġazālī, Kišk, Qaraḏāwī et Maḥallāwī.

Avec le chap. V, l'A. décrit *La bataille des turbans* (229-268), car al-Azhar connaît désormais des « oulémas, serviteurs du prince (discours officiel) » et des cheikhs contestataires et islamistes qui refusent l'instrumentalisation politique du corps des prêcheurs par l'État. C'est à l'occasion de certains « procès notoires » que cette opposition légale s'exprime alors. Mais le chap. VI va plus loin, puisqu'il analyse comment *Les oulémas* (vont) *à l'assaut d'al-Azhar* (269-304) : vers 1980, en effet, la politique d'expansion de l'enseignement azhari est remise en cause, en vue d'une récupération de sa personnalité propre où « le choix de Dieu » amène les cheikhs à une resacralisation et réislamisation du cursus des études. On refait ainsi l'histoire d'al-Azhar et on revendique pour celle-ci le droit à l'expression dans tous les domaines où la société civile se révèle encore « imparfaite » (parce que plus ou moins « occidentalisée »). Le chap. VII insiste sur *L'exercice de la censure* (305-325) par al-Azhar, qui justifie par là certains passages « de la violence symbolique à la violence physique ». Il se constitue alors un « capital de condamnations » qui témoignent d'une cléricalisation musulmane de la société égyptienne et d'un interventionnisme d'al-Azhar sur les productions intellectuelles (censures « externes » et « internes »). Un nouveau type de cheikh « censeur et militant » apparaît ainsi, que l'A. décrit au chap. VIII qu'elle ose intituler *Oulémas et Islamistes : affinités et rapprochements* (327-363) : elle y analyse le concept de *takfīr* (anathématisation) comme expression du militantisme religieux où la violence verbale des cheikhs semble rejoindre la violence physique des islamistes, tandis que la société globale connaît aussi la violence d'État. Certains sont alors partisans d'un « ordre politique transcendantal » comme le cheikh aveugle ʿUmar ʿAbd al-Raḥmān, lequel justifie tous les *iǧtihād*-s et tous les *ǧihād*-s face à une société impie qu'il excommunie. Entre la « *daʿwa* administrée » d'al-Azhar et la « *daʿwa* débridée » des « intellectuels religieux et combattants », un comité d'intermédiation des oulémas s'efforce enfin de rapprocher des tendances opposées, qui n'en sont pas moins unanimes pour réclamer de l'État qu'il soit plus musulman et applique intégralement la *šarīʿa*.

C'est tout cela que l'A. reprend en sa *Conclusion* (365-372), après en avoir présenté les grandes lignes dans sa longue *Introduction* (17-58) : elle illustre ainsi combien il est difficile,

BCAI 14 (1998) M. Zeghal: Gardiens de l'Islam. Les Oulémas d'al-Azhar dans l'Égypte contemporaine, recensé par M. Borrmans
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

pour la société musulmane égyptienne, d'organiser sereinement et de délimiter clairement le domaine du religieux et du théologique, d'un côté, et celui de la culture, de l'économique et du politique, de l'autre. Ce faisant, il arrive souvent aux hommes de religion musulmane de passer d'un soutien inconditionnel au pouvoir à une opposition flagrante au régime : l'histoire contemporaine de l'Égypte est ainsi témoin des oscillations contradictoires du subtil rapport entre *dīn* et *dawla*. Il est à regretter que, dans un tel contexte, personne n'ait songé à poursuivre la tâche des grands réformateurs du début du siècle pour permettre à la théologie musulmane, dogmatique et morale, de relever les défis de la pensée contemporaine et de répondre aux légitimes requêtes des intellectuels et des scientifiques qui ne sauraient se contenter, pour croire aujourd'hui, d'affirmations répétées et de revendications injustifiées : ils entendent fonder leur foi sur un renouveau de l'exégèse et un *aggiornamento* de l'éthique. Et c'est bien cela que l'A. laissait entrevoir dans son introduction en se demandant si al-Azhar répond à cette « demande de religieux ». Sa patiente lecture de la *Maǧallat al-Azhar* et des multiples publications de ses cheikhs et sa « méthode biographique » (qui l'a amenée à enregistrer et retranscrire 35 biographies orales de cheikhs azharis de tous rangs) lui ont permis de mieux comprendre al-Azhar, « centre de savoir et de pouvoir » au cours de ce XXe siècle, pour en faire partager au lecteur les problèmes et les interrogations. On ne saurait donc trop recommander la lecture d'un tel livre aux chercheurs, surtout ceux qui voudraient s'enquérir des « gardiens de l'Islam » en d'autres pays musulmans. On est cependant tenté de se poser une question importante avant de fermer le livre : dans le grand débat ainsi ouvert sur le devenir de la société égyptienne, pourquoi al-Azhar considère-t-il celle-ci comme étant monolithique et ne s'interroge-t-il pas sur la place légitime qu'y tiennent les communautés coptes? Rien n'en transparaît dans la présente étude. Le « retour du religieux » devrait-il ignorer ou abolir tout pluralisme, qu'il soit spirituel ou culturel? À ce titre, encore, le livre de M. Zeghal est des plus révélateurs.

Maurice BORRMANS
(PISAI, Rome)

Ahmad AZZAOUI (éd.), *Rasā'il muwaḥḥidiyya, maǧmū'a ǧadīda*. Université Ibn Tofail, faculté des lettres et sciences humaines, Kénitra, Maroc, 1995. Tome I, 606 p.

Nous avons là le regroupement d'un ensemble de documents qui jettent une nouvelle lumière sur la période almohade. Certaines de ces lettres administratives concernent la période de fondation de la dynastie almohade, l'expansion de sa doctrine et ses fondements politiques. D'autres portent sur la naissance du courant almohade au Maġrib al-Wasaṭ, en Ifrīqiya, et sur les relations diplomatiques avec les Ayyūbides, la république italienne de Pise et les royaumes d'al-Andalus à l'époque naṣride.

BCAI 14 (1998) M. Zeghal: Gardiens de l'Islam. Les Oulémas d'al-Azhar dans l'Égypte contemporaine, recensé par M. Borrmans
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net